

Je suis sûr que lorsqu'ils auront réfléchi à la chose, les honorables représentants et représentantes d'en-face comprendront que le cas du vérificateur général ne saurait être généralisé, que ce serait une grave erreur de tenter d'inscrire dans les statuts des fonctions qui susciteraient des conflits de compétence, que toute tentative visant à préciser des fonctions avec exactitude serait vouée à l'échec, et qu'il est préférable en l'occurrence de procéder comme d'habitude lorsqu'il s'agit d'élaborer et préciser les fonctions de personnes ayant rang de sous-ministre.

Voilà pourquoi je voterai contre les propositions d'amendement, même si j'accueille le bill avec enthousiasme. J'ai éprouvé hier beaucoup de plaisir à interroger le nouveau titulaire du poste, alors qu'il comparaisait devant le comité permanent des prévisions budgétaires en général. Je lui offre tous mes vœux de succès, je le félicite d'assumer des fonctions qui sont vraisemblablement pour lui l'occasion d'un sacrifice financier, et je suis sûr que les Canadiens auront lieu de lui en savoir gré.

**Des voix:** Bravo!

**M. Dean Whiteway (Selkirk):** Monsieur l'Orateur, je suis heureux de pouvoir dire ce que je pense de ce projet de loi. Je viens juste d'entendre quelqu'un en face nous dire d'y aller de notre contribution pour ce qu'elle vaut. Je tiens à faire remarquer au ministre de l'Emploi et de l'Immigration (M. Cullen) que le parti conservateur progressiste a déjà donné au gouvernement sa mince contribution mais je ne sais pas si le député de Crowfoot (M. Horner) aime tellement ça être de ce bord-là. Si le gouvernement parvient à maîtriser l'inflation, il doit bien encore avoir son peu de valeur. S'il n'en vaut que la moitié, c'est uniquement de leur faute.

Nous parlons ce soir du bill C-10, tendant à modifier la loi sur l'administration financière. Avant d'en venir à des points précis du bill, je voudrais pendant un instant examiner la situation dans laquelle nous nous trouvons aujourd'hui, en ce jeudi 27 avril. Nous n'avons pas oublié qu'en novembre 1976, l'auditeur général avait déclaré, dans son rapport, que le gouvernement avait perdu le contrôle de ses dépenses et que la situation était si grave que, si cela continuait, il lui serait impossible d'approuver les comptes de l'État.

Pourquoi a-t-on besoin d'un contrôleur général? Selon nous, les raisons ne manquent pas. C'est pourquoi nous sommes prêts à appuyer ce projet de loi auquel certains de mes collègues ont proposé d'apporter un certain nombre d'amendements tout à fait fondés.

Examinons l'état actuel des dépenses gouvernementales au Canada. J'aimerais comparer les chiffres d'aujourd'hui à ceux de 1968, au moment où le gouvernement actuel est arrivé au pouvoir. C'est l'héritage de ses dix années de prodigalités qui a porté le vérificateur général à dire, en novembre 1976, que les dépenses gouvernementales échappaient à tout contrôle.

A l'accession du gouvernement actuel au pouvoir en 1968, le nombre de chômeurs s'élevait à 375,000; il se chiffre aujourd'hui à 1,045,000. Il s'agit là du chiffre officiel; le chiffre réel est plus près de 1,400,000. Il y a dix ans, les prestations d'assurance-chômage coûtaient 438 millions; aujourd'hui, elles coûtent 4 milliards et demi. Nous payons 4 milliards et demi à des Canadiens pour ne pas travailler, pour être improductifs. Quand le gouvernement actuel est arrivé au pouvoir, le taux d'inflation était de 4.5 p. 100; aujourd'hui, maintenant que le

#### *Administration financière—Loi*

champion de lutte du monde a jugulé l'inflation, son taux atteint 8.7 p. 100, soit le double de ce qu'il était il y a dix ans. Quand le gouvernement actuel est arrivé au pouvoir, l'IPC se chiffrait à 89.4 p. 100; aujourd'hui, dix ans plus tard, il s'élève à 168.9 p. 100.

● (2112)

Lorsque le gouvernement actuel est arrivé au pouvoir, le déficit de notre balance commerciale était de 3.1 milliards de dollars alors qu'il est actuellement de 11.6 milliards de dollars, c'est-à-dire quatre fois plus élevé. C'est le caractère endémique des dépenses qui a incité le vérificateur général à dire que le gouvernement dépensait sans compter. Lorsque le gouvernement est arrivé au pouvoir, les dépenses publiques s'élevaient au total à 10.9 milliards de dollars. On prévoit qu'elles atteindront 41.1 milliards de dollars au cours de l'exercice financier actuel, ce qui fait quatre fois plus. Si l'on décidait de décerner un prix à ceux qui dépensent le plus, le gouvernement remporterait certainement la palme. Au moment où le gouvernement a pris le pouvoir, il a dépensé de plus que ce qu'il n'avait ou n'aurait perçu que 800 millions de dollars. A l'heure actuelle, son déficit atteint 9.2 milliards de dollars, soit davantage que le budget total du gouvernement l'année de son arrivée au pouvoir.

Lorsque l'équipe Trudeau a pris le pouvoir, le budget des Postes s'élevait à 67.2 millions de dollars. Il est actuellement de 567 millions de dollars. En 1968, le ministère des Postes comptait 36,000 employés. Les effectifs s'élèvent actuellement à 61,000 personnes. Ils ont doublé. S'ils doublent encore une fois, nous ne recevrons plus du tout notre courrier. La première année de son mandat, le gouvernement avait 236,000 personnes à son service. A l'heure actuelle, la Fonction publique compte 331,000 employés.

On aurait pu croire que l'accroissement des effectifs du cabinet du premier ministre (M. Trudeau) allait au moins lui permettre de redresser la situation, mais cela n'a manifestement pas été le cas. Depuis l'accession au pouvoir du premier ministre, le nombre des employés à son service est passé de 8 à 90, ce qui fait 82 personnes de plus. Voilà ce à quoi je songe lorsque je parle du caractère endémique des dépenses.

Je pourrais citer d'autres chiffres à l'appui de mes dires. Nous sommes heureux de pouvoir débattre ce soir de la possibilité que le Canada se dote d'un contrôleur général. Le gouvernement ne semble pas vouloir admettre qu'il est urgent de créer un tel poste. Il y a deux ans, le vérificateur général a annoncé que les dépenses gouvernementales échappaient à tout contrôle. Il a fallu un an et demi au gouvernement pour élaborer cette mesure, qui a été présentée le 8 mars. Je voudrais vous donner une petite idée du sérieux du gouvernement quand il a parlé de créer ce poste. Est-ce le président du Conseil du Trésor (M. Andras) qui a présenté ce bill et qui en a expliqué les grandes lignes? Non, ce n'est pas lui. C'est son secrétaire parlementaire. Si ce poste est aussi important que le gouvernement le dit, et aussi important que les membres de l'opposition officielle savent qu'il est, alors pourquoi a-t-il fallu attendre le bill si longtemps? Le vérificateur général a fait la recommandation en 1976. La mesure a été présentée le 8 mars dernier. Aujourd'hui, nous sommes le 27 avril, et les élections vont être déclenchées incessamment. Pourquoi le gouvernement présente-t-il maintenant une mesure qui revêt une impor-